

PROGRAMME ÉLECTORAL
Le pouvoir d'achat, priorité
des priorités du "tracteur"

PORTRAIT
Au PAM, un atout
nommé Lekjaa

ÉCOLES ET HÔPITAUX
Une batterie de mesures
pour améliorer la qualité

TEL QUEL IMPACT

CONTENU PARTENAIRE

SEPTEMBRE 2026



ELECTIONS 2026

AU PAM, UN PROGRAMME POUR CHANGER DE CAP

Des propositions réalisables et chiffrées avec des délais précis. C'est ce que propose le programme électoral du PAM. La priorité va aux questions qui taraudent le plus les Marocains : pouvoir d'achat, santé et éducation. Sans oublier les chantiers stratégiques et la nécessité de réunir les conditions optimales pour assurer sa souveraineté à tous les échelons.

PROGRAMME ÉLECTORAL

LE POUVOIR D'ACHAT, PRIORITÉ DES PRIORITÉS DU "TRACTEUR"

Le 1er septembre, le PAM a présenté son programme à la presse et aux représentants des médias. L'accent est mis essentiellement sur la préservation du pouvoir d'achat des Marocains. Détails.

Dans son programme qui repose sur cinq chartes et vingt engagements, le PAM fait de l'amélioration du pouvoir d'achat l'une des principales priorités, s'il remporte les élections prévues le 23 septembre. Le parti a déclaré vouloir freiner la baisse du niveau de vie et rétablir l'équilibre du marché grâce à deux approches complémentaires : d'une part, augmenter les revenus des ménages et, d'autre part, réformer et réguler les chaînes de production et de commercialisation afin de corriger les déséquilibres affectant les prix. Le programme du parti comprend cinq engagements clés à cet égard, dont le principal est *"l'engagement de rétablir les prix des produits de première nécessité à leur niveau normal"*. Adil El Bitar, membre du Bureau politique du parti, a déclaré lors de

la présentation du programme électoral que le PAM entend atteindre cet objectif en activant sept mécanismes concrets visant à réduire le rôle des intermédiaires, à lutter contre la recherche de rentes et les monopoles, et à moderniser les marchés de gros. Et de préciser que parmi ces mécanismes figure la création de six sociétés régionales de distribution agricole dans les régions de Souss, Tadla, Gharb, du Loukkos, Doukkala-Abda et l'Oriental. Il a indiqué que ces sociétés agiront comme intermédiaires directs entre les producteurs et les détaillants, garantissant ainsi la transparence et luttant contre les intermédiaires qui recherchent des rentes. Le parti du tracteur prévoit également de mettre en œuvre un plan de modernisation des marchés de gros par la mise en place de plateformes numériques et leur équipement en installations frigorifiques, tout en instaurant des frais de service au lieu de la taxe sur les ventes. La formation s'est également engagée à construire des entrepôts frigorifiques publics dans les ports de pêche traditionnels de Larache, d'Al Hoceima, de Safi, de Tan Tan, de Laâyoune et de Dakhla, afin de permettre aux pêcheurs de stocker leurs prises et de négocier les prix en position de force.

PRIX DE LA VIANDE, FACTURES D'ÉLECTRICITÉ...

Parmi les mesures que le PAM entend prendre dans le domaine de l'agriculture, figure la réorientation des incitations et le lien entre le soutien à l'agriculture et l'allocation d'un pourcentage de la production au marché national, la priorité étant donnée à l'agriculture familiale et aux exploitations de taille moyenne. Concernant la viande, Adil Bitar a indiqué que le parti entend poursuivre le programme de reconstitution du cheptel national et de modernisation des abattoirs, afin de rétablir les prix de la viande à leurs niveaux antérieurs. Parmi les mesures que le parti prévoit d'adopter pour soutenir





le pouvoir d'achat des familles à faibles revenus figure l'exonération des factures d'électricité pour les ménages dont la consommation mensuelle est inférieure à 100 dirhams. Une contribution solidaire de 12% de la consommation, plafonnée à 30 dirhams, sera imposée aux ménages consommant plus de 200 kilowattheures par mois.

AGIR SUR L'IR

Dans le même esprit, le parti s'est engagé à réformer l'impôt sur le revenu (IR) afin de favoriser les salaires des classes moyennes, en simplifiant le système fiscal et en réduisant le nombre de tranches d'imposition de six à trois. La première tranche sera totalement exonérée et s'appliquera aux salaires bruts inférieurs à 15 000 dirhams. La deuxième tranche sera de 10% pour les salaires compris entre 15 000 et 46 000 dirhams. La troisième tranche sera de 20% pour les salaires supérieurs, sachant que le taux le plus élevé du système actuel est de 37%. Adil El Bitar a ajouté que le parti s'engage également à relever la pension minimale à 3 000 dirhams et à garantir l'équité pour les veuves de retraités décédés en leur accordant l'intégralité des pensions de leurs époux après leur décès.

AIDES DIRECTES ET REVENUS RÉELS

Concernant l'aide directe, le même responsable a expliqué que le PAM entend abolir l'indice de ciblage actuellement utilisé et le remplacer par un système basé sur le revenu réel du ménage grâce à la généralisation des déclarations de revenus totaux, tout en augmentant progressivement le montant de l'aide directe de 500 à un minimum de 1 000 dirhams. Le programme du PAM repose sur cinq chartes : la Charte du pouvoir d'achat, la Charte de l'intégration des jeunes, la Charte de la citoyenneté, la Charte de la sécurité et la Charte de la croissance et de la durabilité. Ce programme comprend 20 engagements que le PAM présente comme chiffrés et applicables, qui s'inscrivent dans le cadre des cinq chartes et couvrent tous les secteurs.

Adil El Bitar a également présenté le budget nécessaire pour la concrétisation de ce programme, estimé à environ 350 milliards de dirhams sur cinq ans. Ce budget est réparti entre la Charte du pouvoir d'achat (150 milliards de dirhams), la Charte de la jeunesse (50 milliards de dirhams), la Charte de la citoyenneté (environ 100 milliards de dirhams) et la Charte de la sécurité (50 milliards de dirhams).

LA CROISSANCE PLUTÔT QUE L'ENDETTEMENT

Concernant les sources de financement prévues, Adil El Bitar a expliqué que 300 milliards de dirhams devraient provenir des retombées de la croissance économique et de l'élargissement de l'assiette fiscale grâce à l'intégration du secteur informel. Quarante milliards de dirhams supplémentaires proviendront des contributions des collectivités locales et dix milliards des économies budgétaires réalisées grâce à la réduction des dépenses de fonctionnement superflues. Il a ajouté que le choix de privilégier la croissance plutôt que l'endettement reflète la volonté du parti d'accroître la marge de manœuvre financière de l'État en luttant contre la recherche de rentes et les conflits d'intérêts, et ainsi de dégager les ressources nécessaires au financement de l'État-providence sans perturber les équilibres macroéconomiques.

POUR UN CHANGEMENT DE CAP

Dans un discours prononcé au nom du Bureau politique, Fatima Saâdi, membre de la direction collégiale du PAM, a dressé un tableau du contexte politique et social du pays. Elle a expliqué que le parti a élaboré son programme électoral sous le slogan *"Pour un changement de cap... Un mot"*, reflétant sa conviction que l'approche actuelle, avec ses déséquilibres, ses reculs et ses conflits d'intérêts accumulés, est intenable. Elle a indiqué que ce slogan exprime le rejet par le parti du paradoxe persistant d'un *"Maroc à deux vitesses"* : un Maroc qui progresse à l'international et réalise d'importants projets d'infrastructures, tandis que de larges pans de la population marocaine, notamment les jeunes, ont le sentiment que leur avenir est bloqué et qu'ils sont exclus de ce progrès.

Elle a souligné que *"changer de cap"* n'est pas un simple slogan électoral ou une formule éphémère qui disparaîtra avec la campagne, mais bien un engagement politique clair du parti à recentrer son action sur les véritables priorités des Marocains s'il obtient la confiance des citoyens pour gouverner, à rétablir l'équilibre social et à lutter contre la recherche de rentes et les monopoles. Selon Fatima Saâdi, ce slogan constitue également un engagement moral pour le parti, alliant le courage de reconnaître sa responsabilité passée (en tant que partenaire n'ayant pas dirigé le gouvernement) à la détermination de rompre avec les pratiques d'obstruction.

"LE PAM AFFIRME REJETER LE PARADOXE D'UN "MAROC À DEUX VITESSES".

PROJET SOCIÉTAL

DU RÉFÉRENTIEL GÉNÉRAL AU PROGRAMME DE 2026

Les grandes lignes du projet de société que propose et défend le PAM n'ont pas été tracées à la hâte à la veille du scrutin. Elles sont à chercher dans ses textes fondateurs. Explications.

Il est important de lire le programme électoral 2026 dans la continuité du référentiel politique du PAM depuis sa création il y a près de deux décennies. Il ne s'agit pas de deux approches distinctes : le programme constitue la traduction opérationnelle, pour la prochaine législature, des principes et des valeurs portés plus largement par le parti.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EST LA SOLUTION

Le PAM se définit dans son référentiel comme une formation social-démocrate, attachée notamment aux droits humains, à la justice sociale, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'égalité des chances et à la participation effective des citoyens à la vie publique. Dans son optique et plus que jamais, il n'est plus acceptable de voir le pays évoluer à plusieurs vitesses. Les richesses et le développement doivent bénéficier à toutes les Marocaines et à tous les Marocains.

Ces principes se retrouvent concrètement dans le programme électoral de 2026. Dans la Charte de la citoyenneté, les droits sont notamment abordés à travers l'accès effectif à l'école, la santé, l'emploi, le logement, le numérique ou encore l'amazighité. La logique est de donner une traduction concrète aux droits dans la vie quotidienne des citoyens. Dans le jargon des défenseurs de ces droits, on parle d'effectivité et

c'est ce grand engagement qui sert de ligne directrice au projet sociétal du PAM.

■ LES FEMMES AU CENTRE DU DÉVELOPPEMENT

La question des femmes est également présente de manière transversale. Le programme prévoit notamment de faire passer le taux d'activité économique des femmes de 17,5% à 21,2%, avec plusieurs leviers : développement des crèches, transport sécurisé, cadre spécifique pour le télétravail et création d'un fonds consacré à l'entrepreneuriat féminin.

Au-delà de ces mesures, le référentiel et le discours politique du PAM vont plus largement sur le terrain de la pleine citoyenneté, de la dignité, de l'égalité, de l'égalité des chances, de la parité et de l'approche genre, avec l'objectif de renforcer la présence effective des femmes dans la vie politique, économique, sociale et culturelle.

Fatima Saâdi, membre de la direction collégiale du PAM, a récemment insisté sur le fait que la vision du parti concernant les femmes ne devait pas être limitée à la seule question de

l'emploi. Elle l'inscrit dans une approche plus large associant autonomie économique et sociale, présence politique et participation des femmes à la décision, les femmes étant considérées comme des actrices à part entière de la création de richesse et du développement.

On retrouve donc une véritable complémentarité entre le référentiel et le programme : les principes de citoyenneté, de dignité, d'égalité, d'égalité des chances et de justice sociale sont déclinés dans le programme de 2026 en mesures concrètes, qu'il s'agisse de l'école, de la santé, de l'emploi, du logement, de la protection sociale, de l'inclusion territoriale, de l'autonomisation économique des femmes ou encore de leur participation à la vie publique.

En résumé, le programme électoral de 2026 peut être lu comme la déclinaison opérationnelle du référentiel social-démocrate et moderniste du PAM, avec une priorité forte accordée aux enjeux sociaux et économiques et à leur impact concret sur la vie quotidienne.

Là aussi, Fouzi Lekjaa, membre de la direction du parti, promet de rendre des comptes à la fin de la future législature.



AU PAM, UN ATOUT NOMMÉ LEKJAA

Depuis le 25 juillet 2026, Fouzi Lekjaa est membre de la direction du Parti Authenticité et modernité (PAM). Un précieux ralliement pour cette formation, mais qui change aussi la donne sur l'échiquier de la politique nationale. Son parcours et ses faits d'armes.



es yeux brillent à chaque fois qu'on prononce devant lui le nom de Tafoughalt. S'il se dit fier d'être natif de Berkane, ses origines se situent dans cette petite bourgade de l'Oriental connu pour sa célèbre Grotte des pigeons et des découvertes archéologiques qui y ont été faites sur plusieurs années. Le 23 juillet dernier, il a fêté son 56e anniversaire. Deux jours plus tard, il pose ses valises au PAM où il a été accueilli les bras ouverts. Une date qui marque un grand tournant dans la vie de cet homme et dont se souviendront aussi dirigeants et militants du parti où, dans le premier cercle, on l'appelle déjà avec son prénom, Fouzi.

Fouzi Lekjaa a vu donc le jour à Berkane, dans le quartier populaire Bayou. Le père Ssi Mohamed, est enseignant, la mère est femme au foyer. Le papa, homme connu pour sa droiture et sa piété, tient plus que tout à ce que ses enfants brillent dans leurs études et profitent pleinement de ce qui était autrefois l'ascenseur social par excellence : l'Ecole publique. Fouzi Lekjaa, ambitieux et réputé pour son caractère bien trempé, ne décevra jamais. En 1988, il obtient son baccalauréat en Sciences expérimentales avec mention bien. En parallèle à ses études, il trouve le temps de taper dans le ballon dans les rangs de la Renaissance de Berkane, l'autre grand amour de sa vie.

L'ÉTERNEL APPRENANT

Son baccalauréat en poche, il porte son choix sur l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II (IAV) où il ne laisse indifférents ni camarades de classe, ni professeur. *"C'était un étudiant brillant et très curieux. Pas toujours facile à convaincre aussi. D'après les échos que j'ai, il n'a pas trop changé et le pouvoir ne l'a pas usé"*, se souvient l'un de ses anciens professeurs. Il expédie son parcours universitaire comme une lettre à la poste et ce ne sont pas les débouchés qui manquaient à l'époque pour le fraîchement diplômé ingénieur. Il intègre alors l'EACCE au ministère de l'Agriculture. Sauf que cela ne lui disait

rien de "moisir" entre les murs d'un bureau avec le titre de cadre moyen. Il décide alors de reprendre le chemin de l'apprentissage et il suit ensuite une formation à l'Ecole nationale d'administration (ENA) de Casablanca qu'il quittera avec le nouveau statut d'inspecteur des finances. Il change de destination professionnelle et rejoint les rangs de l'Inspection générale des finances (IGF) au ministère de l'Economie et des Finances au milieu des années 1990. Cinq ans plus tard, il est promu chef de division, le plus jeune patron de division parmi une douzaine. Il passe le plus clair de sa carrière à la direction du Budget. Jalouxé, il l'est comme partout où l'on trouve des gens qui se méfient des talents. Respecté et apprécié, il l'est aussi pour la pertinence de ses analyses et son caractère de workaholic. En octobre 2021, il entre au gouvernement comme ministre délégué chargé du Budget, poste de responsabilité des plus sensibles dans l'architecture de l'Exécutif.

M. MAROC 2030

En 2009, Fouzi Lekjaa réalise un rêve d'enfance : il est élu à la présidence de la Renaissance sportive de Berkane qui survivait en 3ème division. En l'espace de trois années, la RSB brûle les étapes et passe dans l'élite. En 2014, il se voit confier les rênes de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) avec un premier grand objectif : qualifier le Maroc à la Coupe du monde organisée par la Russie en 2018. Il honore cet engagement et travaille d'arrache-pied à moderniser la pratique de ce

EN 1995, FOUZI LEKJAA EST LE PLUS JEUNE PATRON DE DIVISION AU MINISTÈRE.



sport partout au Maroc en y mettant les moyens et la vision qu'il faut. La formation et cette mobilisation de tous les temps donnent leurs fruits avec, comme on l'avait vu, les performances des équipes nationales, toutes catégories confondues, lors des échéances internationales. Et surtout une demi-finale au Mondial du Qatar et un quart de finales en 2026. C'est alors tout naturellement que l'homme est la cheville-ouvrière de la candidature du Maroc pour organiser la Coupe du monde 2030 aux côtés de l'Espagne et du Portugal. Il sillonne la planète pour plaider la cause du Royaume. En août 2025, la loi n°35-25 crée la Fondation Maroc 2030, chargée de coordonner et suivre les chantiers liés aux grandes compétitions internationales. Fouzi Lekjaa en prend la présidence. Cette fondation a pour mission principale de coordonner, piloter et assurer le suivi de l'ensemble des projets et chantiers liés à l'organisation des compétitions internationales de football attribuées au Maroc. Elle est chargée de veiller au respect des engagements de l'État vis-à-vis des instances sportives internationales, de coordonner l'action des différents acteurs publics et privés impliqués, d'accompagner les villes et régions hôtes dans la préparation des infrastructures et dispositifs logistiques et d'assurer la conformité des projets aux cahiers des charges de la FIFA et de la CAF.

POURQUOI LE PAM ?

Pourquoi avoir choisi le PAM ? Cette adhésion fait suite à plusieurs mois d'échanges avec la direction du parti et notamment avec la coordinatrice de la direction collégiale, Fa-

tima Ezzahra El Mansouri. L'équation est simple : à un moment de sa vie, Fouzi Lekjaa a décidé de s'impliquer de manière directe dans la vie politique, comme il l'explique. De son côté, le PAM avait besoin d'une grosse pointure pour l'aider à améliorer son offre politique et on voit déjà la touche de F. Lekjaa qui traverse les divers pans du programme électoral du PAM, surtout pour ce qui concerne les questions fiscales et financières. *"Fouzi Lekjaa ne vient prendre la place de personne"*, avait précisé F. El Mansouri récemment. Il refuse d'ailleurs de conduire la liste du parti dans la circonscription de Berkane où il était sûr d'être élu haut la main. A la place, il préfère et choisit de s'impliquer à plein temps dans la campagne électorale de son parti pour défendre un programme qu'il a largement contribué à élaborer. Le résultat, on le voit déjà sur le terrain avec les meetings auxquels il a pris part jusque-là que ce soit à Sefrou, à Berkane ou ailleurs. Grâce en grande partie à Fouzi Lekjaa, quelque 17 000 personnes ont assisté au meeting organisé par le PAM à Dakhla, le 5 septembre. Dans plusieurs meetings, l'arrivée de Fouzi Lekjaa s'accompagne de *"Sir, Sir"*, tandis que de nombreux sympathisants cherchent à l'approcher. Une popularité notamment issue du football que le PAM cherche désormais à transformer en capital politique. Les Marocains sont demandeurs d'une nouvelle offre politique et de nouvelles figures pour la porter.

Après tout cela, ne soyez pas étonnés si vous croisez un jour Fouzi Lekjaa à Berkane attablé dans le modeste café Al Jazira, son café de toujours, entouré de ses *"oulad leblad"*.



POSITIONS

AU-DELÀ DES SLOGANS ET DE LA COURSE AUX POSTES

Lors de tous les meetings et rencontres qu'il a animés un peu partout au Maroc, Fouzi Lekjaa a appelé à aller au-delà des slogans électoraux et de la course aux postes pour recentrer le débat sur les préoccupations quotidiennes des Marocains.



Le 10 septembre, jour du démarrage de la campagne électorale, Fouzi Lekjaa a présidé une grande rencontre du PAM à Casablanca. Face à des centaines de militants et de sympathisants, il a choisi de placer le débat électoral au cœur des préoccupations quotidiennes des Marocains, inscrivant le slogan "*Changer de cap*" dans un contexte politique et social qui dépasse les simples calculs électoraux.

F. Lekjaa a ainsi défendu la position du PAM, soulignant que l'appel à un changement de cap n'est pas arbitraire, mais repose sur une compréhension des transformations et des défis auxquels sont confrontés les citoyens marocains, ainsi que sur les attentes croissantes qu'ils nourrissent à l'égard de l'action publique et des institutions politiques. *"Je parle de mon pays, de manière amère, parce que le débat a été ramené aux marges, aux discussions sur la cocotte-minute, les ragots de salon et le partage des postes et des intérêts au lieu de trouver des solutions aux problèmes"*, s'est-il désolé.

Tout naturellement et en toute logique, le pouvoir d'achat arrive à la tête de ces préoccupations avec la pression croissante exercée sur les citoyens par la hausse du coût de la vie. Dans cette perspective, il a présenté le programme *"Changer de cap"* comme une démarche visant à mieux aligner les politiques publiques sur les réalités économiques et sociales des familles, et non comme un simple slogan électoral. *"Nous voulons un panier à la portée des Marocains et ramener les prix à des seuils raisonnables"*, a-t-il martelé. *"Car, en fin de compte, insiste le responsable partisan, ce qui m'intéresse ce sont le Maroc et les Marocains"*.

■ RÉÉVALUER LES POLITIQUES PUBLIQUES

À Casablanca, Fouzi Lekjaa a abordé la question de la situation des jeunes, évoquant le phénomène migratoire en quête de meilleures perspectives. Il a considéré ce phénomène comme un indicateur justifiant une réévaluation de plusieurs choix et politiques publics afin de garantir aux jeunes Marocains de meilleures opportunités d'intégration, de participation et de construction de leur avenir au sein de leur propre pays. *"Nous devons réunir les conditions de réussite aux jeunes et dans tous les domaines, du football à la création"*, a expliqué le dirigeant du PAM qui a insisté, dans le même ordre d'idées, sur la nécessaire amélioration des indicateurs de l'éducation et de la santé. *"La santé ne consiste pas en la construction d'hôpitaux, mais à convaincre le médecin et l'infirmier de travailler dans les hôpitaux publics"*, poursuit-il. Lors de la même intervention, il a critiqué ce qu'il a décrit comme des pratiques ayant terni l'image de la politique auprès de certaines franges de la population, notamment les jeunes. Il a rejeté l'idée que la pratique politique doive se réduire à une simple course aux postes et à l'enrichissement personnel. Dans ce contexte, il a critiqué la logique du *"partage des richesses et des postes"*, arguant qu'elle contribue à saper la confiance dans les partis et les institutions et éloigne la politique de sa fonction fondamentale.

À l'inverse, F. Lekjaa a insisté sur la nécessité de restaurer la crédibilité de l'action politique comme moyen de servir les citoyens et d'obtenir des résultats concrets. *"La future étape doit dépasser la phase du diagnostic des dysfonctionnements que connaissent plusieurs secteurs car les Marocains connaissent leurs problèmes et n'ont plus besoin de quelqu'un pour les leur énumérer"*, affirme le membre de la direction du PAM. Il

a souligné que la valeur des partis politiques ne se mesure pas uniquement à leur rhétorique, mais aussi à leur capacité à proposer des solutions réalistes et à répondre aux besoins socio-économiques.

■ BOOSTER LA PARTICIPATION CITOYENNE

En réponse aux critiques formulées à l'encontre du programme électoral du PAM, F. Lekjaa a insisté sur le fait que le parti ne considère pas ses propositions comme figées, mais reste ouvert au dialogue et au débat politique. Il a appelé à dépasser les arguments stériles et à se concentrer sur les programmes, les idées et les résultats escomptés.

Fouzi Lekjaa a délivré un message clair sur l'importance de la participation électorale, soulignant la nécessité d'une large adhésion au processus électoral. Il a fait de la participation citoyenne une étape fondamentale pour concrétiser les choix politiques, liant l'avenir du pays à l'implication des citoyens dans la prise de décision par le biais des urnes.

Ainsi, le discours de Lekjaa visait à présenter un *"changement de cap"* comme pierre angulaire d'une vision politique liant l'amélioration des conditions économiques et sociales au rétablissement de la confiance des jeunes en l'avenir et à la revitalisation de l'action politique, l'objectif étant de faire des élections une plateforme de choix de programmes et d'alternatives, et non une simple compétition pour des postes.

Le vendredi 11 septembre à Azrou dans le Moyen-Atlas, le dirigeant du PAM est revenu à la charge et toujours dans le même ordre d'idée : regagner la confiance des Marocains par du concret et des programmes réalisables. *"Le PAM a présenté aux Marocains un programme clair basé sur des chiffres et des engagements avec l'objectif de résoudre les problèmes auxquels ils font face et ne premier lieu l'école, la santé, le pouvoir d'achat et l'emploi"*, a réaffirmé le membre dirigeant du PAM. Pour lui, le Maroc doit rompre avec un pays évoluant à plusieurs vitesses pour aller de l'avant comme une ligne à grande vitesse (LGV) et non plus au rythme de promesses éphémères renouvelées à l'approche de chaque échéance électorale. Il promet que le PAM s'en tiendra à une logique de l'action, de la rigueur et de l'effort soutenu et régulier au service du Maroc et des Marocains. Dans cette ville du Maroc profond, Fouzi Lekjaa a choisi de clore son intervention par une phrase lourde de significations en appelant celles et ceux qui croient en le projet du PAM de rallier la nouvelle dynamique que ce parti veut insuffler à l'action politique. *"Beaucoup de gens sont montés à bord du tracteur et il reste de la place. Celui qui veut embarquer sera le bienvenu"*, a-t-il dit.

Cette nouvelle dynamique de développement, comme il l'avait expliqué lors d'un meeting à Azilal, le lundi 7 septembre, doit bénéficier à tous les Marocains quelle que soit la région où ils vivent tout en prenant en compte, lors de l'élaboration des politiques publiques, des spécificités géographiques, sociales et économiques de toutes les composantes du pays.

CASTING

QUI SONT LES CANDIDATS DU PAM?

Le PAM a choisi des candidates et des candidats aux profils pointus, dont six de ses ministres et dirigeants. Le point.

Le PAM couvre les 92 circonscriptions locales, auxquelles s'ajoutent 12 listes régionales conduites par des femmes. La première vague de 90 têtes de listes donnait déjà une photographie intéressante : 52 candidats avaient déjà porté les couleurs du PAM en 2021, contre 38 nouveaux profils. Sur le plan professionnel, 49 profils viennent du monde des affaires, auxquels s'ajoutent notamment 7 avocats et 3 notaires. Concernant la représentation féminine, 7 femmes figuraient parmi les têtes de listes locales de cette première sélection, auxquelles s'ajoutent les 12 femmes conduisant les listes régionales.



Adib Benbrahim, expert-comptable, secrétaire d'État chargé de l'Habitat et élu local à Rabat prend part pour la première fois aux élections législatives à la circonscription de Rabat-Chellah. Hicham Sabiry, notaire, secrétaire d'État chargé du Travail, ancien président du Conseil national de l'Ordre des notaires et ancien parlementaire, est candidat à Béni Mellal.

ET D'AUTRES VALEURS SÛRES

Najwa Koukouss, 36 ans, juriste de formation, députée sortante et présidente du Conseil national du PAM, est candidate à Casablanca-Anfa. Hanane El Massi, née en 1985, pharmacienne et députée sortante, est candidate dans la circonscription de Taroudant-Nord. Manal Badil, présidente du Conseil communal de Berrechid est candidate du PAM pour la même ville. Son profil illustre aussi l'arrivée récente au PAM de responsables disposant déjà d'un ancrage territorial et d'une expérience de gestion locale.

Imane Lamaoui, architecte et parlementaire sortante, est candidate dans la circonscription d'Ouarzazate. Au Sahara marocain, Yanja El Khattat, ancien enseignant de mathématiques puis acteur économique, président du Conseil régional de Dakhla-Oued Eddahab, vient renforcer les rangs du PAM après avoir quitté l'Istiqlal et intégré le Bureau politique du parti. Il est candidat dans la circonscription d'Oued Eddahab. Dans la philosophie du PAM, la compétition électorale ne doit pas être une simple course derrière les sièges de l'Hémicycle, mais doit s'accompagner de la reddition des comptes. C'est ce que ne cesse de marteler Fouzi Lekjaa. Il l'a rappelé encore une fois lors d'un meeting, samedi 12 septembre à Missour, dans la province de Boulemane. Il a appelé les responsables de la gestion des affaires locales de cette province à avoir le courage de présenter des excuses aux populations à cause d'une situation qu'il a qualifiée de "catastrophique" et à tous les niveaux.

CINQ MINISTRES DANS L'ARÈNE

Le PAM n'a pas peur de rendre des comptes et d'aller défendre son bilan devant les électrices et les électeurs qui ont placé leur confiance en ses femmes et ses hommes et en son projet pour le bien général du pays et des citoyens. Ses ministres et ses dirigeants constituent dans cette perspective le fer de lance de sa bataille électorale. Fatima Ezzahra El Mansouri, 50 ans, avocate, ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la ville, maire de Marrakech et coordinatrice de la direction collégiale du PAM, candidate à Marrakech, à la circonscription Médina-Sidi Youssef Ben Ali. La dirigeante, maire de la ville ocre, connaît bien la ville et ses problèmes.

À Rabat, le PAM présente Mehdi Bensaïd, 41 ans, ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication et membre de la direction collégiale du PAM. Il est candidat dans la circonscription de Rabat-Océan où il a déjà été élu le 8 septembre 2021. Abdellatif Ouahbi, 65 ans, avocat, ministre de la Justice, ancien secrétaire général du PAM et président du Conseil communal de Taroudant est candidat à Taroudant-Nord.

UNE BATTERIE DE MESURES POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ

Parties intégrantes de la Charte de la citoyenneté du PAM, l'école et l'hôpital public arrivent en tête des priorités. Il s'agit de deux services publics d'une extrême sensibilité et qu'il est grand temps de réformer. Voici ce que propose le PAM.



Une école publique qui éduque, développe et prépare à l'avenir. C'est l'une des grandes promesses du programme du PAM incluses dans la Charte de la citoyenneté. Pour le parti, il s'agit de restaurer le rôle traditionnel de l'école publique : une école offrant l'égalité des chances et garantissant la mobilité sociale, soucieuse de la santé, du bien-être, de l'apprentissage et des aptitudes de chaque enfant. Le PAM envisage de généraliser l'enseignement préscolaire dès l'âge de 4 ans, avec un début des cours à 9 heures. De même, il est question d'universaliser le transport scolaire en milieu rural, de fournir des repas scolaires dans les régions vulnérables et assurer des examens médicaux réguliers de l'ouïe et de la vue. S'il a la confiance des Marocains, le PAM s'engage à imposer 20 minutes par jour à la lecture, à établir un niveau d'apprentissage minimal pour tous les enfants jusqu'à 15 ans et à dispenser trois heures d'éducation physique et sportive à l'école primaire et au collège. Pour l'enseignement secondaire, le PAM s'engage à créer des parcours d'excellence professionnelle. Le parti ambitionne également de restructurer l'enseignement supérieur en trois pôles : un pôle d'excellence international en sciences et technologies, un pôle technique et professionnel axé sur les besoins locaux, et un système de passerelles entre les deux pôles.

HÔPITAUX ET COUVERTURE MÉDICALE

Là aussi un diagnostic s'impose : le nombre de bénéficiaires de la couverture santé a atteint environ 32 millions de personnes, contre 14 millions en 2021. Cependant, cette croissance ne s'est pas accompagnée d'une amélioration du système de santé publique. De plus, 60% des médecins spécialistes exercent sur l'axe Casablanca-Rabat-Tanger, qui ne couvre

que 35% de la population. Pour remédier à cette situation, le PAM envisage la mise en œuvre du nouveau statut de base de la profession de santé, notamment en matière de rémunération avec interdiction pour les cliniques privées d'employer des médecins travaillant à temps plein dans le secteur public sans cadre contractuel transparent et déclaré.

Le parti promet de même l'achèvement de quatre nouveaux centres hospitaliers universitaires (CHU) régionaux à Beni Mellal, Guelmim, Errachidia et Casablanca avant fin 2028 avec la réhabilitation de 1 600 centres de soins primaires et de 90 hôpitaux régionaux et provinciaux. Cela ira avec la couverture 24h/24 et 7j/7 des services d'obstétrique et de gynécologie sur l'ensemble du territoire national, avec des services médicaux spécialisés.

Pour la couverture santé, le PAM a élaboré un plan de pérennisation de l'assurance maladie obligatoire (AMO) à compter de la loi de finances 2027 : maîtrise des dépenses de santé, généralisation des protocoles de soins obligatoires, dossier médical unique et réduction du taux de césariennes de 68% à 25%.



ENGAGEMENTS

RENFORCER LES SOUVERAINETÉS STRATÉGIQUES

Face à des conjonctures économiques mondiales, aux imprévus et aux défis du changement climatique, voici les idées du PAM pour assurer la résilience du Maroc.

Le PAM présente des pistes de travail chiffrées et délais à l'appui. Pour la stratégie énergétique, le parti promet des projets pour constituer une réserve de carburants suffisante pour couvrir la consommation nationale pendant trois mois en utilisant les infrastructures de stockage existantes et en exigeant des importateurs qu'ils maintiennent des unités de stockage dédiées et d'une capacité adéquate. Ce projet devra être accompagné de la mise en œuvre d'un suivi rigoureux afin de garantir l'approvisionnement du marché dans des conditions normales. Le PAM propose également d'accélérer la mise en œuvre de la stratégie en matière d'énergies renouvelables et augmenter leur part dans la consommation d'électricité de 46% à 52%.

POUR UNE SÉCURITÉ HYDRIQUE DURABLE

L'autre grand défi du pays, selon le PAM, sera d'assurer une sécurité hydrique durable grâce à une stratégie fondée sur la diversification et le renforcement de l'approvisionnement en eau, l'optimisation de la gestion de la demande et la garantie d'un accès équitable à l'eau dans toutes les régions. Cela devrait passer par la réalisation d'environ 400 projets d'infrastructures hydrauliques, notamment des barrages de petite et moyenne taille et des installations de récupération des eaux pluviales. Le PAM mise également sur l'achèvement de six nouvelles usines de dessalement d'eau de mer et l'accélération du développement des usines existantes, afin d'atteindre une capacité de production de plus de 1,8 milliard de mètres cube d'ici 2031.

Il est aussi question de l'achèvement de la deuxième phase du projet de transfert d'eau interbassins hydrauliques : du bassin du Bouregreg au bassin de l'Oum Er-Rbiaa, au niveau

du barrage Al Massira par exemple et dont la retenue sert à alimenter le Grand Casablanca.

Le PAM promet de même l'extension des techniques d'irrigation économes en eau à 350.000 hectares supplémentaires, portant la superficie totale irriguée à environ 1,2 million d'hectares, soit près de 70% des superficies irriguées du Maroc. Il est aussi question de la création d'environ 1.000 points d'eau dans les zones de pâturage, contribuant ainsi au développement du cheptel national et à la résilience des éleveurs.

Le parti prévoit aussi des mesures pour renforcer la préservation des eaux souterraines avec une réglementation stricte de leur utilisation, ainsi que la révision de la législation relative à l'allocation et à la distribution de l'eau des barrages.



PRIORITÉ AUX BESOINS AGRICOLES

En matière d'investissements agricoles, le PAM préconise de les encourager et de les orienter pour répondre d'abord aux besoins du marché national tout en tenant compte du potentiel des différentes régions et des divers écosystèmes, et en révisant l'allocation des aides financières. Cette stratégie demeurerait bancable si elle n'est pas renforcée pour un dispositif pour préserver le patrimoine agricole national (variétés semencières, arbres fruitiers, races animales locales et pratiques agricoles traditionnelles) et en faire un fondement solide et durable pour l'agriculture. Soutenir la recherche scientifique agricole et l'orienter vers une agriculture durable et résiliente face aux changements climatiques. Pour le mode de gouvernance, le PAM préconise de réviser la gestion et le suivi des réserves stratégiques et de garantir le rôle de l'État comme acteur clé dans ce secteur.

MAÎTRISER L'IA

Le PAM, dans son programme, est soucieux de l'urgence et des défis qui consistent à faire face à la menace liée à l'incapacité de suivre le rythme et de maîtriser la révolution de l'intelligence artificielle, que les principaux acteurs cherchent à utiliser comme un outil pour maintenir la dépendance des pays et des peuples. Dans cette optique, il prévoit de lancer un projet national de formation de 5.000 spécialistes en IA et d'intégrer cette discipline dans les programmes scolaires. De même, il est question d'encourager la mise en place de structures et de projets de recherche en IA au sein des universités et des établissements d'enseignement supérieur en leur apportant un soutien financier et des infrastructures dédiées. Enfin, l'une des mesures-phares sera aussi de lancer un projet de système d'IA marocain pour protéger le pays contre une nouvelle forme de contrôle exercée par les grandes entreprises et les États.



JEUNES

OBJECTIF : "UN HORIZON POUR CHAQUE JEUNE"

Le PAM prévoit une batterie de mesures en faveur des jeunes en termes de formation, de travail, de logement et de services sociaux. Ce qu'il faut en retenir.

Avant d'élaborer son programme, le PAM a procédé à un diagnostic approfondi de la situation actuelle. Les chiffres donnent froid au dos quant au vécu de millions de jeunes Marocains. Environ 2,9 millions de jeunes, hommes et femmes, âgés de 15 à 29 ans, sont actuellement en dehors du système éducatif et de formation et du marché du travail, soit celles et ceux que désigne le terme NEET, tandis que le taux de chômage des 15-24 ans s'élève à 27,2 %.

ACCOMPAGNER 300 000 JEUNES

Le programme électoral du PAM prévoit la mise en place d'une plateforme nationale d'inscription et un parcours unique pour les jeunes de 18 à 29 ans. Ce parcours repose sur une évaluation individuelle, un accompagnement social et un contrat d'insertion. Chaque jeune se verra proposer une solution adaptée à sa situation : formation spécialisée, formation professionnelle, emploi, reprise d'études ou accompagnement à la création d'entreprise. À pleine capacité, ce parcours vise à accompagner environ 300 000 jeunes par an, en priorité ceux issus de familles bénéficiant d'un soutien social direct. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Programme national intégré pour la jeunesse 2027-2031, sous le slogan "Un horizon pour chaque jeune", et est pilotée directement par le chef du gouvernement. 2,9 millions de jeunes ciblés,



300 000 par an, et un accompagnement en 6 mois. Il est aussi question du développement de la formation professionnelle et de l'apprentissage : augmentation des capacités pour accueillir entre 150 000 et 200 000 bénéficiaires par an, notamment dans les secteurs de l'industrie, du bâtiment, du tourisme, de la logistique, de l'énergie et de l'agriculture, selon un modèle où les stagiaires effectuent la majeure partie de leur formation en entreprise.

PROGRAMME "COMPÉTENCES 2030"

Ce programme vise environ 500 000 opportunités de formation et de reconversion, avec un financement basé sur les résultats (30% au début de la formation, 30% à l'obtention du certificat, 40% après l'insertion professionnelle). Le PAM prévoit également de mettre en place le programme "Premier contrat de travail" : 500 000 jeunes sur cinq ans, avec une prise en charge partielle et progressive par l'État d'une partie du coût initial de l'emploi, une part importante de l'aide étant versée uniquement après l'embauche du jeune. Quant au "Programme d'entrepreneuriat des jeunes", il ambitionne d'accompagner environ 60 000 entreprises par le biais de l'incubation, du financement, de garanties et de l'accès au marché. Le parti a élaboré aussi le programme "Mobilité professionnelle internationale" qui devra offrir environ 125 000 opportunités de mobilité légale, incluant des formations linguistiques, des certifications reconnues et des contrats de travail en bonne et due forme. Pour les jeunes femmes, le PAM pro-

met un programme dédié articulé autour de la formation pour la garde d'enfants, le transport, le télétravail et le développement de l'économie du soin.

UN FONDS PUBLIC POUR LE LOGEMENT LOCATIF

Les jeunes trouvent souvent des opportunités d'emploi hors de leur ville de résidence, mais leur ambition est freinée par un obstacle pratique : l'obligation de fournir une garantie locative pouvant atteindre l'équivalent de deux mois de loyer, ce qui les prive de cette opportunité et, par conséquent, de toute chance d'intégration. Pour y remédier, le PAM table sur la création d'un fonds public pour garantir le logement locatif des jeunes : l'État agira au nom du jeune en fournissant la garantie au propriétaire sans bloquer aucun montant. La garantie ne sera activée qu'en cas de défaut de paiement. Ce programme sera complété par un autre lié au logement. Le programme "Logement pour les jeunes" prévoit 100 000 solutions de logement entre 2027 et 2031 (petits logements locatifs, résidences pour jeunes, logements partagés), où l'État fournit des terrains publics, des incitations et des garanties au lieu de financer directement la construction. Venons-en maintenant au "Pass de mobilité professionnelle". Ce programme sera mis en place pour couvrir une partie des frais de transport et d'hébergement temporaire, avec pour objectif environ 250 000 transactions de mobilité professionnelle sur cinq ans.

IT ROAD GROUP

LE CONSEIL OUVRE LA PORTE, LA CAPACITÉ À LIVRER CONSTRUIT LA CONFIANCE

Présent au Maroc, en France, en Tunisie et aux Émirats arabes unis, IT Road Group accompagne entreprises et institutions dans leurs transformations les plus critiques. Fondé en 2012 par Rachid Ressani, le groupe mobilise plus de 100 personnes dédiées au delivery de systèmes d'information, prolongé par deux expertises devenues incontournables : le cloud et l'intelligence artificielle.

IT Road Group est connu pour le conseil en architecture. Mais l'essentiel de votre activité est ailleurs ?

Oui, et nous l'assumons. Le cœur de notre activité, c'est le delivery et la transformation : concevoir, développer, intégrer et faire évoluer des systèmes d'information qui fonctionnent en production, tous les jours, pour des milliers d'utilisateurs. Plus de 100 personnes chez IT Road sont en pure delivery, organisées en plateaux dédiés, avec des méthodes agiles industrialisées, une chaîne DevSecOps outillée et des engagements mesurés sur la qualité et les délais. Le conseil ouvre la porte, mais c'est la capacité à livrer qui construit la confiance. Dans des secteurs comme la banque ou les plateformes publiques, on ne juge pas un partenaire sur ses slides mais sur ses mises en production.

Qu'est-ce qui distingue votre manière de délivrer ?

Trois choses. D'abord la continuité : nous accompagnons certains clients depuis plus de six ans, sur des programmes qui vont de la modernisation du core banking à la refonte complète des architectures d'échange. Ensuite la profondeur : nos équipes couvrent toute la chaîne, du product ownership au développement, de l'intégration à l'exploitation. Enfin l'autonomie : nous construisons des centres d'expertise chez nos clients, pour qu'ils gardent la



Rachid Ressani, fondateur et PDG d'IT Road Group, président de l'APEBI.

maîtrise de leur système. Un delivery réussi est un delivery que le client peut reprendre.

Qu'est-ce qui fait échouer un projet de transformation dans une grande organisation ?

Rarement la technologie. Le plus souvent un désalignement entre les objectifs métiers, les choix d'architecture et la gouvernance. Les projets qui tiennent reposent sur une vision partagée, des fondations data claires et une capacité à piloter dans la durée. C'est pourquoi nous intégrons dès la conception la sécurité, la conformité réglementaire et la performance : ces trois dimensions ne se rattrapent pas en fin de projet.

Le cloud est devenu un sujet de souveraineté autant que de technologie. Quelle est votre approche ?

Pragmatique. Nous accompagnons nos clients dans des trajectoires cloud hybrides : ce qui peut migrer migre, ce qui doit rester sur site reste, et la donnée sensible reste sous contrôle du client, conformément au cadre national. Partenaires de Google Cloud et de Cloud-Bees, nous avons industrialisé les chaînes de livraison — intégration continue, déploiement continu, infrastructure as code — qui font que le cloud tient ses promesses de rapidité et de résilience. Le cloud n'est pas une destination, c'est une manière de livrer plus vite et plus sûrement.

Et l'intelligence artificielle ?

L'IA ne crée pas de valeur sur un système d'information désordonné. Elle exige des données structurées, gouvernées, de qualité — exactement ce que nous construisons depuis quatorze ans. Nous avons lancé avec plusieurs clients des « AI Factory » : des dispositifs qui associent une plateforme data maîtrisée, des équipes formées et une gouvernance des usages, pour passer du pilote isolé à des cas d'usage en production — automatisation documentaire, assistance aux opérations, détection d'anomalies. Notre rôle est d'industrialiser l'IA comme nous avons industrialisé le développement : avec méthode, sécurité et transfert de compétences.



Nominated for the
**AXWAY EXCELLENCE
AWARD**



RACHID RESSANI
ITROAD GROUP | CEO